Article 2

La présente Convention ne régit pas les ventes:

- a) de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins que le vendeur, à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, n'ait pas su et n'ait pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage;
- b) aux enchères;
- c) sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice;
- d) de valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;
- e) de navires, bateaux, aéroglisseurs et aéronefs;
- f) d'électricité.

VUE GÉNÉRALE

1. Cette disposition identifie les ventes qui sont exclues du champ d'application de la Convention. Ces exclusions sont de trois ordres: celles qui tiennent au but dans lequel les marchandises ont été achetées, celles qui tiennent au caractère de la transaction, et celles qui tiennent à la nature des objets vendus¹.

VENTES AUX CONSOMMATEURS

2. Aux termes de l'alinéa *a* de l'article 2, une vente n'entre pas dans le champ d'application de la Convention si elle porte sur des marchandises qui, au moment de la conclusion du contrat, sont achetées pour un usage personnel, familial ou domestique. C'est l'intention de l'acheteur au moment de la conclusion qui est pertinente², plutôt que l'usage effectif des marchandises³. C'est ainsi que l'achat d'une voiture⁴ ou d'une remorque à usage récréatif⁵ pour un usage personnel n'entre pas dans le champ d'application de la Convention⁶.

3. Si les marchandises sont achetées par un particulier à des fins commerciales ou professionnelles, la vente n'est pas exclue du champ d'application de la Convention. Les cas ci-après sont donc régis par la Convention: achat d'un appareil photographique par un photographe professionnel pour son usage professionnel; achat de savons ou d'autres articles de toilette par une entreprise pour l'usage personnel de ses employés; achat d'une seule automobile par un garagiste en vue de sa revente⁷.

4. Si les marchandises sont achetées pour "un usage personnel, familial ou domestique", la Convention est inapplicable "à moins que le vendeur, à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat, n'ait pas su ou n'ait pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage"⁸. Si cette réserve ("à moins que") est vérifiée, la CVIM s'applique, dans la mesure où les autres conditions de son applicabilité sont satisfaites. Cette disposition réduit la portée de l'exception stipulée à l'alinéa *a* de l'article 2 et crée la possibilité d'un conflit entre le droit interne de protection des

consommateurs et la Convention, lorsque l'applicabilité du droit interne n'exige pas que le vendeur ait eu connaissance ou ait été censé avoir eu connaissance du fait que les marchandises étaient destinées à un usage personnel⁹.

AUTRES EXCLUSIONS

5. L'exclusion des ventes aux enchères stipulée à l'alinéa *b* de l'article 2 vise aussi bien les ventes résultant d'une décision de justice que les ventes privées. Les ventes effectuées dans des bourses de marchandises n'entrent pas dans l'exclusion, car elles constituent simplement une méthode particulière de conclure un contrat.

6. Conformément à l'alinéa *c* de l'article 2, les ventes effectuées sur saisie judiciaire ou administrative ou de quelque autre manière par autorité de justice sont exclues du champ d'application de la Convention du fait que ces ventes sont normalement soumises à des règles statutaires dans l'État sous l'autorité duquel elles ont lieu.

7. L'exclusion des ventes de valeurs mobilières et des effets de commerce stipulée à l'alinéa *d* de l'article 2 vise à éviter un conflit avec les règles statutaires du droit interne¹⁰. Les ventes de marchandises sur document n'entrent pas dans cette exclusion.

8. Aux termes de l'alinéa *e* de l'article 2, les ventes de navires¹¹, de bateaux, d'aéronefs¹² et d'aéroglisseurs ne sont pas non plus régies par la Convention. Toutefois, les ventes de pièces détachées de navires, de bateaux, d'aéronefs et d'aéroglisseurs — y compris des composants essentiels, comme les moteurs¹³ — peuvent être régies par la Convention, étant donné que les exclusions du champ d'application de la Convention doivent être interprétées de manière restrictive. De l'avis d'un tribunal arbitral, la vente d'un sous-marin militaire mis hors service n'est pas exclue par l'alinéa *e* de l'article 2¹⁴.

9. Bien que la vente d'électricité soit exclue du champ d'application de la Convention (alinéa *f* de l'article 2), un tribunal a appliqué la Convention à une vente de gaz propane¹⁵.

Notes

¹Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, Vienne, 10 mars-11 avril 1980, Documents officiels, Documents de la Conférence et comptes rendus analytiques des séances plénières et des séances des commissions principales, 1981, 16 (ci-après appelés “documents officiels”).

²Voir CNUDCI, Décision 445 [Bundesgerichtshof, Allemagne, 31 octobre 2001], aussi dans *Internationales Handelsrecht*, 2002, 16.

³Voir CNUDCI, Décision 190 [Oberster Gerichtshof, Autriche, 11 février 1997].

⁴Voir CNUDCI, Décision 213 [Kantonsgericht Nidwalden, Suisse, 5 juin 1996]; CNUDCI, Décision 190 [Oberster Gerichtshof, Autriche, 11 février 1997].

⁵Voir Rechtbank Arnhem, 27 mai 1993, *Nederlands Internationaal Privaatrecht*, 1994, n° 261.

⁶Voir, toutefois, Landgericht Düsseldorf, 11 octobre 1995, accessible sur l’Internet: <http://www.jura.uni-freiburg.de/ipr1/cisg>, concernant l’application de la Convention à la vente d’un générateur destiné à un usage personnel.

⁷Pour ces exemples, voir Documents officiels, note 1 ci-dessus, page 17.

⁸Voir CNUDCI, Décision 445 [Bundesgerichtshof, Allemagne, 31 octobre 2001], aussi dans *Internationales Handelsrecht*, 2002, 16.

⁹Ibid.

¹⁰Pour les décisions excluant l’applicabilité de la Convention à la vente d’actions, voir CNUDCI, Décision 260, Suisse, 1998; Chambre de commerce de Zurich, tribunal arbitral, ZHK 273/95, *Yearbook Commercial Arbitration*, 1998, pages 128 et suivantes.

¹¹Pour les décisions d’inapplicabilité de la Convention aux contrats de vente de navires, voir Tribunal d’arbitrage commercial international de la Chambre de commerce et d’industrie de la Fédération de Russie, Fédération de Russie, sentence dans la Décision 236/1997 du 6 avril 1998, accessible sur l’Internet: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/980406r1.html>; procédure d’arbitrage de la Chambre yougoslave de l’économie, 15 avril 1999, Décision T-23/97, accessible sur l’Internet: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/990415y1.html>.

¹²Pour l’inapplicabilité de la Convention à un contrat de vente d’aéronef, voir le Tribunal d’arbitrage commercial international de la Chambre de commerce et d’industrie de la Fédération de Russie, Fédération de Russie, sentence dans la Décision 255/1996 du 2 septembre 1997, accessible sur l’Internet: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/970902r1.html>.

¹³Voir CNUDCI, Décision 53 [Légfelsóbb Biróság, Hongrie, 25 septembre 1992].

¹⁴Voir Tribunal arbitral de la Commission maritime russe, 18 décembre 1998, accessible sur l’Internet: <http://cisgw3.law.pace.edu/cisg/text/draft/981218case.html>.

¹⁵Voir CNUDCI, Décision 176 [Oberster Gerichtshof, Autriche, 6 février 1996].